

**Résultats financiers**  
 (en millions de dollars)

	Chiffres réels 1996-1997	1997-1998		Modif. en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles*	
<b>Recettes</b>	49 450	48 400	50 300	1 900
<b>Dépenses</b>				
Programmes	42 581	41 780	42 517	737
Restructuration et autres dépenses	2 430	610	1 510	900
Total des dépenses - programmes	45 011	42 390	44 027	1 637
Immobilisations	2 737	2 750	2 779	29
Intérêt sur la dette publique	8 607	9 190	9 086	(104)
Total des dépenses	56 355	54 330	55 892	1 562
Réserve	--	650	---	(650)
<b>DÉFICIT</b>	<b>6 905</b>	<b>6 580</b>	<b>5 592</b>	<b>(988)</b>

- \* Tiennent compte des mesures annoncées dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de 1997.

**POINTS SAILLANTS**
**COMPTES PUBLICS 1996-1997**

- Selon les *Comptes publics*, qui ont été publiés le 9 septembre, le déficit vérifié de 1996-1997 se chiffre à 6 905 millions de dollars, ce qui représente 565 millions de dollars de moins que les 7 470 millions de dollars qui avaient été prévus dans le budget de 1997. Ces résultats ont été obtenus grâce à des recettes de 307 millions de dollars plus élevées que d'après les prévisions budgétaires et à des dépenses inférieures de 258 millions de dollars.

**RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 1997-1998**
**DÉFICIT PRÉVU DE 5,6 MILLIARDS DE DOLLARS**

- Le déficit prévu pour 1997-1998 se chiffre à 5 592 millions de dollars, soit 988 millions et 983 millions de dollars de moins que les montants indiqués dans le budget et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, respectivement.

**RECETTES DE 50,3 MILLIARDS DE DOLLARS**

- Les prévisions de recettes pour 1997-1998 sont de 50 300 millions de dollars, ce qui est supérieur de 1 900 millions de dollars aux prévisions du budget de 1997 et des *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, principalement grâce à une hausse de 1 140 millions de dollars au chapitre de l'impôt sur le revenu des particuliers. Dans le cadre du remaniement des services locaux, la responsabilité de certains programmes sera confiée aux municipalités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Les recettes comportent 564 millions de dollars de plus pour le remboursement par les municipalités des dépenses engagées pour ces programmes qui, en tant que mesures de transition, seront fournis par la province en leur nom en attendant que la responsabilité des programmes soit confiée aux municipalités. Les mesures de transition entraîneront également une augmentation des recettes de 16 millions de dollars puisque la province continuera à veiller à l'application de la *Loi sur les infractions provinciales*.

**DÉPENSES DE 55,9 MILLIARDS DE DOLLARS**

- Les dépenses totales, qui s'élèvent à 55 892 millions de dollars, sont supérieures de 1 562 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire et de 1 567 millions de dollars à ceux des *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Cette augmentation découle en grande partie d'une hausse de 900 millions de dollars de la provision au poste de la restructuration et des autres dépenses, ainsi que de dépenses supplémentaires de 577 millions de dollars engagées parce que la province continue à offrir un certain nombre de programmes au nom des municipalités dans le cadre de mesures de transition liées au remaniement des services locaux.

**RÉSERVE ÉLIMINÉE**

- On n'aura pas besoin de la réserve de 650 millions de dollars qui avait été prévue dans le budget de 1997 afin de protéger le plan financier contre les risques imprévus tels que les changements imprévisibles et défavorables sur le plan des perspectives économiques. En raison des bons résultats économiques affichés par l'Ontario depuis le dernier budget, la réserve est appliquée à la réduction du déficit.

For further information contact  
 Communications Services (416) 325-0333  
 Frost Building South, Queen's Park  
 Toronto M7A 1Y7

Pour de plus amples renseignements,  
 communiquez avec les Services des communications,  
 édifice Frost sud, Queen's Park, Toronto M7A 1Y7  
 téléphone : (416) 325-0333.

This document is available on the Internet at: <http://www.gov.on.ca/fin/hmpage.html>

Le document est accessible sur Internet à :

---

**For further information contact  
Communications Services (416) 325-0333  
Frost Building South, Queen's Park  
Toronto M7A 1Y7**

**Pour de plus amples renseignements,  
communiquez avec les Services des communications,  
édifice Frost sud, Queen's Park, Toronto M7A 1Y7  
téléphone : (416) 325-0333.**

**This document is available on the Internet at: <http://www.gov.on.ca/fin/hmpage.html>  
Le document est accessible sur Internet à :**

# FINANCES DE L'ONTARIO

## DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

### RÉSULTATS FINANCIERS

#### RECETTES

- On prévoit des recettes de 50 300 millions de dollars, soit 1 900 millions de dollars de plus que dans le plan budgétaire de 1997-1998 et que les prévisions des *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Les modifications de recettes au cours du trimestre sont les suivantes :
  - Les recettes fiscales prévues sont de 1 500 millions de dollars plus élevées. Cette hausse découle de la vigueur de l'économie en 1997 et des prévisions budgétaires prudentes qui avaient été faites. Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers sont de 1 140 millions de dollars supérieures grâce à des estimations plus élevées des cotisations de 1996 à ce chapitre, obtenues à l'aide des renseignements provisoires provenant du traitement des déclarations d'impôt, ainsi qu'à la plus forte croissance économique de 1997. Les prévisions des recettes de la taxe de vente au détail sont de 200 millions de dollars supérieures en raison de la forte croissance de la demande intérieure. Les sociétés affichant de bons résultats sur le plan des bénéfices en 1997, les chiffres au chapitre de l'impôt sur les sociétés ont été accrus de 100 millions de dollars. Pour ce qui est des droits de cession immobilière, les prévisions ont augmenté de 60 millions de dollars dû à la croissance du marché de la revente de logements.
  - Les recettes provenant du gouvernement du Canada sont inférieures de 235 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire. Les paiements de transfert du gouvernement fédéral en matière de santé et de programmes sociaux (TSPS) ont diminué de 245 millions de dollars en raison de la révision à la hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers et des révisions des données fédérales quant aux montants auxquels a droit l'Ontario au chapitre du TSPS et aux revenus imposables des sociétés. D'autres paiements de transfert fédéraux sont augmentés de 10 millions de dollars pour des subventions au titre des initiatives spéciales pour étudiants ayant une invalidité.
  - Les autres recettes ont augmenté de 635 millions de dollars pour ce trimestre-ci. Les recettes sont de 580 millions de dollars plus élevées en raison des mesures de transition reliées au remaniement des services locaux. Les remboursements par les municipalités des dépenses engagées représentent 564 millions de dollars de cette hausse de recettes. Les mesures de transition déjà mentionnées ont également entraîné une augmentation de 16 millions de dollars au poste des amendes puisque la province veille toujours à l'application de la *Loi sur les infractions provinciales*. Les recettes provenant des droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules affichent une hausse de 55 millions de dollars. Ce montant figure également du côté des dépenses en raison des droits exigés par les entreprises privées qui délivrent des permis. Ce faisant, on se conforme aux exigences imposées par le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public quant à la déclaration des recettes et des dépenses brutes.

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les dépenses de fonctionnement nettes s'élèvent à 53 113 millions de dollars et sont supérieures de 1 533 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire. Les changements importants qui se sont produits et qui ont entraîné une augmentation nette de 1 538 millions de dollars pour ce trimestre-ci incluent les suivants :
  - Ministère du Procureur général : des économies nettes de 14 millions de dollars découlant principalement des économies de 39 millions de dollars réalisées au chapitre de l'aide juridique grâce à une augmentation de la responsabilité en 1996-1997, qui a entraîné une réduction des dépenses au cours de l'exercice; un montant additionnel de 5 millions de dollars pour financer la Commission Kaufman et l'indemnisation Morin, dont 1 million de dollars proviennent du Fonds de prévoyance; des fonds supplémentaires de 8 millions de dollars pour le volume de travail accru découlant des nouvelles directives fédérales touchant les pensions alimentaires au titre des enfants; et des mesures liées au remaniement des services locaux décrites en page 4.
  - Commission de régie interne : des économies de 5 millions de dollars découlant d'une réduction des besoins de financement prévus.
  - Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs : des fonds supplémentaires de 1 million de dollars, provenant du Fonds de prévoyance, pour permettre d'effectuer le dernier versement pour les *Special Olympic World Winter Games* de 1997.
  - Ministère des Services sociaux et communautaires : une augmentation nette de 211 millions de dollars, dont un montant de 17 millions de dollars découlant des estimations révisées des responsabilités de la fin de l'exercice 1996-1997 au chapitre de l'aide sociale générale; des économies de 5 millions de dollars dans le cadre des services de garde d'enfants; et des mesures liées au remaniement des services locaux décrites en page 4.

# FINANCES DE L'ONTARIO

## DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

### RÉSULTATS FINANCIERS Suite

- Ministère de la Consommation et du Commerce : une somme additionnelle de 13 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement et des coûts uniques liés aux locaux de la Commission des alcools et des jeux; un montant supplémentaire de 1 million de dollars, provenant entièrement du Fonds de prévoyance, à l'égard de l'initiative Entreprises branchées de l'Ontario en vue de financer les services de l'équipe de projets, de technologie de l'information et de consultation.
- Ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme : des dépenses supplémentaires nettes de 6 millions de dollars en raison du regroupement de la Place Ontario en tant qu'organisme de services et de l'exclusion de la Commission des parcs du Saint-Laurent de cet exercice de regroupement.
- Ministère de l'Éducation et de la Formation : une baisse nette de 159 millions de dollars grâce à des économies de 190 millions de dollars au chapitre du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants établies à partir de données plus récentes sur le rendement accru des investissements; des dépenses supérieures de 14 millions de dollars pour les programmes d'enseignement; et 17 millions de dollars pour les subventions au titre des initiatives spéciales pour étudiants ayant une invalidité.
- Ministère des Finances : une augmentation nette de 896 millions de dollars découlant d'une hausse de 785 millions de dollars de la provision non allouée au chapitre de la restructuration et des autres dépenses; la réaffectation de 137 millions de dollars des fonds de fonctionnement dans le cadre du Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités en vue de la mise sur pied du Fonds pour circonstances particulières de 77 millions de dollars et du versement de 75 millions de dollars pour la première année de fonctionnement du Fonds spécial de transition, faisant partie de la provision de 1 510 millions de dollars au chapitre de la restructuration et des autres dépenses; une hausse de 75 millions de dollars dans le cadre du Fonds de réinvestissement communautaire; et les mesures liées au remaniement des services locaux décrites en page 4.
- Ministère de la Santé : des coûts additionnels de 106 millions de dollars pour les mesures liées au remaniement des services locaux décrites en page 4.
- Secrétariat du Conseil de gestion : des dépenses supplémentaires de 36 millions de dollars pour les régimes de retraite des fonctionnaires et du SEFPO en fonction de la plus récente information financière; une somme additionnelle de 6 millions de dollars, provenant entièrement du Fonds de prévoyance, pour le Programme des services immobiliers, aux fins du projet Révision de la gestion des locaux, du rachat de baux et du projet-pilote de restructuration de la mise en œuvre régionale des programmes; et un montant supplémentaire de 140 millions de dollars du Fonds de prévoyance aux fins des coûts rétroactifs d'équité salariale versés une seule fois aux organismes qui utilisent la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur.
- Ministère des Affaires municipales et du Logement : des dépenses nettes additionnelles de 266 millions de dollars, dont 50 millions de dollars de plus pour le nouveau Fonds de restructuration des municipalités, faisant partie de la provision de 1 510 millions de dollars au chapitre de la restructuration et des autres dépenses; et d'autres mesures liées au remaniement des services locaux décrites en page 4.
- Secrétariat des affaires autochtones : une somme supplémentaire de 1 million de dollars, provenant entièrement du Fonds de prévoyance, aux fins des coûts associés au règlement des revendications territoriales Algonquin.
- Ministère des Richesses naturelles : un montant additionnel de 5 millions de dollars, provenant entièrement du Fonds de prévoyance, en vue de financer le regroupement du bureau de Peterborough.
- Ministère du Développement du Nord et des Mines : une somme supplémentaire de 1 million de dollars, provenant entièrement du Fonds de prévoyance, aux fins des fermetures et des regroupements de bureaux.
- Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels : des dépenses nettes supplémentaires de 3 millions de dollars principalement aux fins de la gestion du trafic pour le Casino Rama.
- Ministère des Transports : des dépenses nettes additionnelles de 118 millions de dollars, dont une hausse de 55 millions de dollars pour tenir compte des changements comptables touchant les droits versés aux entreprises privées qui délivrent des permis; un montant supplémentaire de 50 millions de dollars pour la cession des routes, faisant partie de la provision de 1 510 millions de dollars au chapitre de la restructuration et des autres dépenses; et des mesures liées au remaniement des services locaux décrites en page 4.

# FINANCES DE L'ONTARIO

## DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

---

### INTÉRÊT SUR LA DETTE PUBLIQUE

- L'intérêt sur la dette publique de 9 086 millions de dollars est de 104 millions et de 72 millions de dollars inférieur aux prévisions du plan budgétaire et du premier trimestre, respectivement. Les économies supplémentaires réalisées jusqu'à maintenant ont découlé des taux d'intérêt inférieurs à ceux des prévisions prudentes du budget.

# FINANCES DE L'ONTARIO

## DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

### RÉSULTATS FINANCIERS SUITE

#### DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

- Les dépenses en immobilisations de 2 779 millions de dollars sont supérieures de 29 millions de dollars aux chiffres du plan budgétaire et aux résultats affichés au premier trimestre. Parmi les changements apportés au cours du trimestre, mentionnons :
  - Ministère des Services sociaux et communautaires : un montant additionnel de 11 millions de dollars pour financer l'achat et la rénovation de résidences en milieu communautaire afin de faciliter le transfert de personnes atteintes d'un handicap de développement qui se trouvent dans de grands établissements.
  - Ministère des Affaires municipales et du Logement : des coûts additionnels de 3 millions de dollars pour les modifications découlant du remaniement des services locaux décrites ci-dessous.
  - Ministère des Transports : des coûts supplémentaires de 15 millions de dollars pour les modifications découlant du remaniement des services locaux décrites ci-dessous.

#### REMANIEMENT DES SERVICES LOCAUX - SOMMAIRE

- La prestation de plusieurs programmes deviendra la responsabilité des municipalités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998. En guise de mesure de transition et afin d'éviter les interruptions de services, la province continuera à offrir ces programmes au nom des municipalités jusqu'à ce que leur transfert soit chose faite. Les municipalités rembourseront à la province les dépenses qu'elle aura engagées en leur nom. Ces programmes sont les suivants :

	<u>Millions de dollars</u>	
<b>Procureur général - Loi sur les infractions provinciales</b>	8	
<b>Services sociaux et communautaires - Aide sociale, programme d'emploi et services à l'enfance</b>	199	
<b>Finances - Évaluation foncière</b>	21	
<b>Santé - Services d'urgence et de santé publique*</b>	106	
<b>Affaires municipales et Logement :</b>		
Logement à but non lucratif, et subventions et paiements aux fins du fonctionnement de la Société de logement de l'Ontario	213	
Subvention de fonctionnement de la Commission de logement de l'Ontario	3	
<b>Transports :</b>		
Services de traversiers et du Réseau GO	12	
Immobilisations du Réseau GO	<u>15</u>	
<b>Augmentation totale des dépenses de la province</b>		<b>577</b>
Remboursement des dépenses par les municipalités	(564)	
Application de la <i>Loi sur les infractions provinciales</i> qui se poursuit	<u>(16)</u>	
<b>Augmentation totale des recettes provinciales</b>		<b>(580)</b>
<b>Incidence nette sur le déficit</b>		<b>(3)</b>

\* Ce montant comprend une provision pour imprévus de 56 millions de dollars au titre de la santé publique qui sera assumée par les municipalités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998.

# FINANCES DE L'ONTARIO

## RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

---

### **L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO A AFFICHÉ UNE FORTE CROISSANCE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 1997**

- Au cours du deuxième trimestre civil de 1997 (d'avril à juin), le PIB réel de l'Ontario a augmenté au taux annuel de 7,2 %, soit un taux de croissance similaire à celui de 6,8 % enregistré au premier trimestre de 1997.
- La croissance a été stimulée par les dépenses intérieures de consommation personnelle, le logement et les investissements des entreprises.

### **FORTE AUGMENTATION DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR PRIVÉ EN 1997**

- Au cours des neuf derniers mois, 204 000 emplois ont été créés dans le secteur privé.
- Le taux de chômage de l'Ontario était de 8,4 % en novembre.

### **LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS A ATTEINT, AU COURS DE LA PÉRIODE ALLANT DE JUILLET À SEPTEMBRE, DES NIVEAUX INÉGALÉS DEPUIS NEUF ANS**

- La confiance des consommateurs de l'Ontario s'est accrue pour le septième trimestre consécutif pour atteindre, au troisième trimestre de 1997, un niveau inégalé en neuf ans.

### **MARCHÉ DU LOGEMENT TOUJOURS TRÈS DYNAMIQUE**

- Au cours des onze premiers mois de 1997, les mises en chantier de logements se sont accrues de 27 % en Ontario comparativement aux chiffres enregistrés il y a un an. Les reventes de logements de la province ont augmenté de 7,7 % au cours des dix premiers mois.

### **AUGMENTATION DES EXPÉDITIONS DE BIENS MANUFACTURÉS**

- Au cours des neuf premiers mois de 1997, les expéditions de biens manufacturés de l'Ontario se sont accrues de 6,9 % par rapport aux chiffres affichés il y a un an.
- Dans le secteur du matériel de transport, les expéditions ont augmenté de 10,1 % jusqu'à maintenant cette année.

### **CROISSANCE DES EXPORTATIONS DE L'ONTARIO**

- Au cours des neuf premiers mois de 1997, les exportations internationales de marchandises de l'Ontario ont augmenté de 6,5 % comparativement aux chiffres affichés l'an dernier.

### **L'INFLATION RESTE FAIBLE EN ONTARIO**

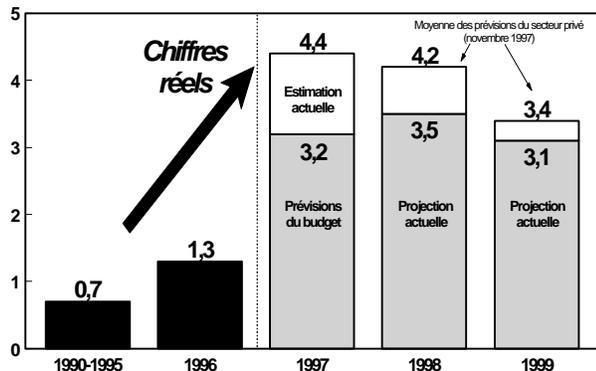
- Le taux provincial d'inflation de l'IPC était de 1,8 % en octobre (comparaison annuelle).

# FINANCES DE L'ONTARIO

## INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

### Forte croissance prévue

Croissance du PIB réel, pourcentage annuel moyen



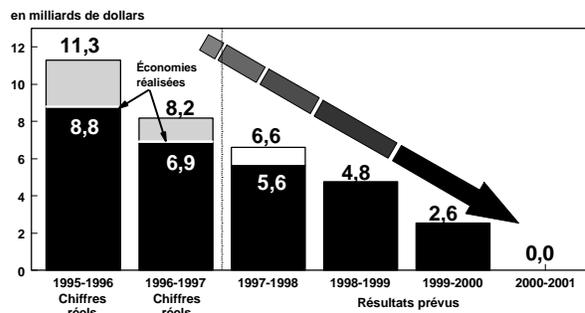
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario

Après cinq ans de croissance limitée et sporadique, l'économie de l'Ontario affiche actuellement une croissance forte et soutenue. Le PIB réel a augmenté d'un pourcentage estimatif de 4,4 % en 1997 comparativement au pourcentage de 3,2 % des prévisions prudentes du budget. Cette croissance forte et généralisée devrait se poursuivre puisque les effets à long terme des réductions d'impôt, des taux d'intérêt plus bas et de l'économie très concurrentielle stimuleront la confiance et les investissements. Selon les prévisions du secteur privé, au cours des prochaines années, l'Ontario devrait connaître une croissance supérieure à celle des autres provinces et de tous les pays du G7.

À l'automne 1995, le gouvernement a mis sur pied un plan pour équilibrer le budget et éliminer le déficit d'ici l'exercice 2000-2001. L'Ontario est sur la bonne voie pour respecter les objectifs annuels de réduction du déficit qui sont indiqués dans le plan en question. D'après les *Comptes publics* publiés récemment, l'objectif de réduction du déficit a été dépassé en 1996-1997 pour le deuxième exercice consécutif. L'objectif de 1995-1996 avait été dépassé de 508 millions de dollars. Le déficit vérifié de 1996-1997 était de 1 275 millions de dollars inférieur à l'objectif de 8,2 milliards de dollars. Le déficit prévu pour 1997-1998 se chiffre à 5,6 milliards de dollars; il sera donc inférieur de 988 millions de dollars à l'objectif fixé à 6,6 milliards de dollars dans le budget.

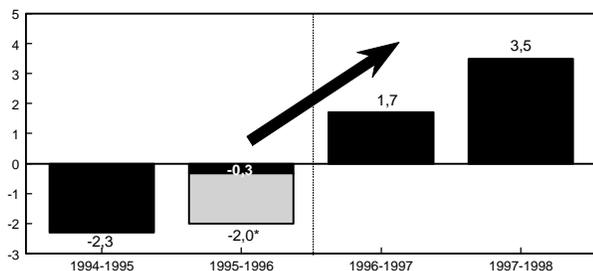
### Succès du plan visant à équilibrer le budget de l'Ontario

Objectifs à moyen terme de réduction du déficit



### Solde de fonctionnement excédentaire

en milliards de dollars



\* Déficit de fonctionnement potentiel de 2 milliards de dollars lorsque le gouvernement a pris le pouvoir en juin 1995.

Le gouvernement fédéral se sert du solde de fonctionnement pour indiquer le montant de recettes totales qui excède les dépenses engagées pour tous les programmes. Cet indicateur est obtenu en calculant la différence entre les recettes du gouvernement et ses dépenses totales dans le cadre des programmes, sans tenir compte de l'intérêt sur la dette publique. L'Ontario est passé d'un déficit de fonctionnement de 2,3 milliards de dollars au cours de 1994-1995 à un excédent de 1,7 milliard de dollars en 1996-1997 et de 3,5 milliards de dollars cette année.

# FINANCES DE L'ONTARIO

## RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (variation en % par rapport à la période précédente), sauf indication contraire

		Annuels 1996	Trimestriels					
			1 <sup>er</sup> trim. 1996	2 <sup>e</sup> trim. 1996	3 <sup>e</sup> trim. 1996	4 <sup>e</sup> trim. 1996	1 <sup>er</sup> trim. 1997	2 <sup>e</sup> trim. 1997
<b>Production (Taux annuel désaisonnalisé)</b>								
PIB réel	Ontario	1,3	(3,9)	0,3	2,3	2,5	6,8	7,2
PIB nominal	Ontario	2,8	(2,2)	1,0	5,0	5,7	8,0	5,8
		Annuels 1996	Mensuels 1997					
			Annuels 1996	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.
<b>Autres indicateurs (désaisonnalisés)</b>								
<b>Marchés du travail</b>								
Population active (var. en milliers)	Ontario	107	15	(10)	34	1	5	11
Emplois (var. en milliers)	Ontario	80	18	5	33	4	(15)	13
Secteur privé	Ontario	90	17	10	25	15	(5)	(7)
Secteur public	Ontario	(10)	1	(5)	8	(11)	(10)	20
Taux de chômage (%)	Ontario	9,1	8,5	8,2	8,2	8,1	8,5	8,4
<b>Secteur des ménages</b>								
Ventes au détail	Ontario	0,3	0,7	1,4	1,4	(0,7)	n.d.	n.d.
Mises en chantier de logements urbains (en milliers)	Ontario	39,5	43,4	48,7	55,2	49,5	53,4	48,2
Ventes de logements neufs*	Toronto	59,6	34,2	33,7	13,7	42,4	7,2	n.d.
Reventes de logements*	Ontario	31,3	6,0	7,4	0,7	2,4	(6)	n.d.
<b>Expéditions de biens manufacturés</b>								
Matériel de transport	Ontario	5,1	0,5	9,6	(8,4)	(1,4)	n.d.	n.d.
<b>Indice des prix à la consommation (tous les articles)</b>								
	Ontario	1,6	2,1	2,1	2,2	2,0	1,8	n.d.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Toronto Real Estate Board, Association canadienne de l'immeuble et Ward's Automotive.

\* variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant



**FINANCES DE L'ONTARIO**  
**TABLEAUX FINANCIERS**

# RECETTES

## Recettes (en millions de dollars)

	Chiffres réels 1996-1997	1997-1998		
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
<b>Recettes fiscales</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	16 357	14 490	15 630	1 140
Taxe de vente au détail	9 964	10 390	10 590	200
Impôt sur les sociétés	5 852	6 450	6 550	100
Impôt-santé des employeurs	2 772	2 640	2 640	--
Taxe sur l'essence	1 951	1 970	1 970	--
Taxe sur les carburants	540	545	545	--
Taxe sur le tabac	356	415	415	--
Droits de cession immobilière	444	450	510	60
Impôt sur les bénéfices miniers	54	60	60	--
Taxe sur le pari mutuel	46	10	10	--
Impôt sur les dividendes privilégiés	73	60	60	--
Autres recettes fiscales	57	25	25	--
	<b>38 466</b>	<b>37 505</b>	<b>39 005</b>	<b>1 500</b>
<b>Gouvernement du Canada</b>				
Transfert en matière de santé et de programmes sociaux	4 814	4 205	3 960	(245)
Loi nationale sur la formation	37	--	--	--
Expansion du bilinguisme	44	48	48	--
Jeunes contrevenants	59	59	59	--
Recyclage professionnel	65	64	64	--
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	142	201	201	--
Logement social	341	476	476	--
Autres	276	242	252	10
	<b>5 778</b>	<b>5 295</b>	<b>5 060</b>	<b>(235)</b>
<b>Recettes des entreprises publiques</b>				
Société des loteries de l'Ontario	654	785	785	--
Régie des alcools de l'Ontario	701	730	730	--
Société des casinos de l'Ontario	594	740	740	--
Autres	10	65	65	--
	<b>1 959</b>	<b>2 320</b>	<b>2 320</b>	<b>--</b>
<b>Autres recettes</b>				
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	816	805	860	55
Autres droits et permis	624	625	625	--
Recettes de la Commission des permis d'alcool de l'Ontario	520	525	525	--
Redevances	264	225	225	--
Ventes et locations	543	445	445	--
Amendes	157	90	106	16
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	-	-	564	564
Divers	323	565	565	--
	<b>3 247</b>	<b>3 280</b>	<b>3 915</b>	<b>635</b>
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>49 450</b>	<b>48 400</b>	<b>50 300</b>	<b>1 900</b>

# DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

## Dépenses de fonctionnement (en millions de dollars)

Ministère	Chiffres réels 1996-1997	1997-1998		
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	412	405	405	--
Demandes de remboursement au titre de l'assurance-récolte	62	45	45	--
Procureur général	638	654	645	(9)
Commission de régie interne	124	119	114	(5)
Affaires civiques, Culture et Loisirs	302	280	283	3
Services sociaux et communautaires	7 965	7 848	8 063	215
Consommation et Commerce	123	94	108	14
Développement économique, Commerce et Tourisme	245	201	207	6
Éducation et Formation	8 075	7 735	7 766	31
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	683	745	555	(190)
Énergie, Sciences et Technologie*	11	11	11	--
Environnement*	146	139	139	--
Bureaux du corps exécutif	13	13	13	--
Finances - à ses propres fins	435	445	466	21
Intérêt sur la dette publique	8 607	9 190	9 086	(104)
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	--	137	--	(137)
Fonds de réinvestissement communautaire	--	142	217	75
Restructuration et autres dépenses - non allouées	--	--	785	785
Fonds spécial de transition	--	--	75	75
Fonds pour circonstances particulières	--	--	77	77
Santé	17 760	17 845	17 951	106
Restructuration des services de santé	970	450	450	--
Affaires intergouvernementales	4	4	4	--
Travail	103	106	106	--
Secrétariat du Conseil de gestion	712	353	361	8
Régime de retraite des fonctionnaires/du SEFPO	94	145	181	36
Fonds de prévoyance	--	380	467	87
Indemnités de cessation d'emploi des employés	438	--	--	--
Affaires municipales et Logement	2 456	2 020	2 240	220
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	150	23	23	--
Fonds de restructuration municipale	--	--	50	50
Secrétariat des affaires autochtones	17	9	10	1
Richesses naturelles	417	369	415	46
Développement du Nord et Mines	52	41	42	1
Office des affaires francophones	2	2	2	--
Bureau de la Condition féminine	14	20	20	--
Solliciteur général et Services correctionnels	1 159	1 095	1 098	3
Transports	879	715	783	68
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	550	--	50	50
Économies à la fin de l'exercice	--	(200)	(200)	--
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>53 618</b>	<b>51 580</b>	<b>53 113</b>	<b>1 533</b>

\* Affectation provisoire en attendant que la restructuration du ministère soit terminée.

# DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

## Dépenses en immobilisations (en millions de dollars)

Ministère	Chiffres réels 1996-1997	1997-1998		
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Procureur général	20	53	53	--
Affaires civiques, Culture et Loisirs	9	4	4	--
Services sociaux et communautaires	116	20	31	11
Développement économique, Commerce et Tourisme	11	--	--	--
Éducation et Formation	199	450	450	--
Environnement	225	154	154	--
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités	--	40	40	--
Finances	18			
Santé	175	242	242	--
Secrétariat du Conseil de gestion	152	46	46	--
Affaires municipales et Logement	313	308	311	3
Secrétariat des affaires autochtones	13	12	12	--
Richesses naturelles	33	25	25	--
Développement du Nord et Mines	168	193	193	--
Solliciteur général et Services correctionnels	6	13	13	--
Transports	1 279	1 190	1 205	15
<b>TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 737</b>	<b>2 750</b>	<b>2 779</b>	<b>29</b>

# RESTRUCTURATION ET AUTRES DÉPENSES

(en millions de dollars)	1997-1998
Provision du budget de 1997-1998	610
Provision accrue ce trimestre	900
<b>Total - restructuration et autres dépenses</b>	<b>1 510</b>
<b>Affectation :</b>	
Restructuration des soins de santé	450
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités - fonctionnement	137
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités - logement social	23
Fonds spécial de transition	75
Fonds pour circonstances particulières	77
Fonds de restructuration des municipalités	50
Cession des routes	50
Fonds de restructuration pour les dépenses en immobilisations et de fonctionnement des municipalités (fonctionnement) -- réaffectation	(137)
Montants non alloués ou non distribués	785
<b>TOTAL</b>	<b>1 510</b>

# ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Chiffres réels 1996-1997	1997-1998		
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Déficit	6 905	6 580	5 592	(988)
Ajustements de période - encaisse	(1 573)	2 605	2 881	276
Besoins nets de trésorerie	5 332	9 185	8 473	(712)
Dette venant à échéance	6 474	5 424	5 424	--
Emprunts au nom d'organismes	658	575	575	--
Besoins totaux de trésorerie	12 464	15 184	14 472	(712)
Financement :				
Diminution des réserves liquides	5 741	3 000	3 000	--
Autres sources	209	94	94	--
Emprunts à court terme	--	1 500	1 000	(500)
Emprunts à long terme	6 514	10 590	10 378	(212)
<b>TOTAL - FINANCEMENT</b>	<b>12 464</b>	<b>15 184</b>	<b>14 472</b>	<b>(712)</b>

## ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POUR 1997-1998 AU 30 SEPTEMBRE 1997

(en millions de dollars)	Nouv. emprunts	Fonds à obtenir	Besoins comblés (%)
NOUVEAUX EMPRUNTS À LONG TERME	6 419	3 959	62

- Les emprunts à long terme contractés au cours du deuxième trimestre ont totalisé 2 003 millions de dollars :

	(en millions de dollars)
Marché intérieur canadien	1 641
Emprunt en yens japonais	362
	<b>2 003</b>

- On prévoit que la dette directe de la province totalisera 107,6 milliards de dollars au 31 mars 1998, comparativement à 101,5 milliards de dollars au 31 mars 1997.